ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES (E.C.C.A.S.)
COMUNIDAD ECONOMICA DE LOS ESTADOS DEL AFRICA CENTRAL (C.E.E.A.C.)
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (C.E.E.A.C.)
COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA CENTRAL (C.E.E.A.C.)

Secrétariat Général

XVIème SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEEAC

CONSEIL DES MINISTRES

RAPPORT

N'Djamena, les 21 et 22 novembre 2014

BP. 2112 Libreville – GABON – Tél. :(241) 44 47 31 – Fax :(241) 44 47 32 – Email : secretariat@ceeac-eccas.org

I. INTRODUCTION

Les travaux du Conseil des Ministres de la CEEAC se sont déroulés les 21 et 22 novembre 2014 à N'Djamena, République du Tchad, dans le cadre de la XVIème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté.

II. PARTICIPATION

Ont pris part aux travaux :

- **Les Etats membres :**

- la République d'Angola ;
- la République du Burundi ;
- la République du Cameroun ;
- la République Centrafricaine ;
- la République du Congo ;
- la République Démocratique du Congo ;
- la République Gabonaise ;
- la République de Guinée Equatoriale ;
- la République Démocratique de Sao Tome & Principe ;
- la République du Tchad.

- **Les Organismes spécialisés :**

- Le Pool Energétique de l'Afrique Centrale (PEAC) ;
- La Commission des Forêts de l'Afrique Centrale (COMIFAC) ;
- La Commission Régionale des Pêches du Golfe de Guinée (COREP).

- **les Organisations Internationales et Régionales :**

- La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ;
- L'Organisation Internationale des Migrations (OIM) ;
- L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ;
- L'Organisation des Nations Unies pour les Questions de Paix et de Sécurité (ONUCA) ;
- Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (CNUDHD) ;
- Le Partenariat Mondial de l'Eau pour l'Afrique Centrale (GWP-Caf) ;
- Le Fonds des Nations pour la Population (FNUAP) ;
- Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Refugiés (UNHCR).

- **Invitée :**

- La République du Rwanda.

La liste des participants est jointe en annexe 1.

III. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été marquée par :

- l'allocution de l'**Ambassadeur Ahmad ALLAM-MI**, Secrétaire général de la CEEAC, et
- le discours d'ouverture de Son Excellence **Monsieur AZIZ MAHAMAT SALEH,** Ministre de l'Economie, du Commerce et du Développement Touristique de la République du Tchad, Président du Conseil des Ministres.

L'Ambassadeur **AHMAD ALLAM-MI** a, dans son allocution, renouvelé ses sincères remerciements aux autorités tchadiennes, en tête desquelles **Son Excellence Monsieur IDRISS DEBY ITNO**, Président de la République, Chef de l'Etat, son Gouvernement ainsi que les populations de N'Djamena, pour l'accueil et les facilités accordées aux délégations des Etats membres et du Secrétariat général de la CEEAC à ces importantes assises.

Il a précisé que le Conseil des Ministres s'ouvre dans un contexte crucial pour notre Communauté et à la veille de l'année 2015 qui marque la fin de la première étape dans la mise en œuvre de la Vision Stratégique de la CEEAC à l'horizon 2025, adoptée à Brazzaville en 2007.

Tout en soulignant les progrès réalisés, il a indiqué que la Communauté fait toujours face à de nombreux défis qui appellent des décisions appropriées des Etats membres. Il a réaffirmé que pour relever le défi dans les deux années à venir, notamment pour construire en Afrique Centrale une Communauté Economique Régionale viable et forte dotée d'un exécutif adapté aux défis de l'heure, il nous faut engager une réforme profonde, voire sa refondation, sous la supervision d'un des Chefs d'Etat de la CEEAC.

Il a terminé son propos en exprimant sa gratitude et en présentant ses félicitations à Son Excellence OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la Guinée Equatoriale, au Gouvernement et au peuple équato-guinéen, pour avoir pris la décision historique, hautement africaniste, d'abriter la trentième édition de la Coupe d'Afrique des Nations de Football (la CAN 2015).

Dans son discours d'ouverture, Monsieur **AZIZ MAHAMAT SALEH** , a souhaité, au nom de son Excellence Monsieur **IDRISS DEBY ITNO,** Président de la République du Tchad, Chef de l'Etat, Président en Exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, la cordiale bienvenue et un agréable séjour aux Délégations des Etats membres et aux Partenaires bilatéraux et multilatéraux qui ont fait le déplacement de N'Djamena. Il a poursuivi son allocution en rappelant l'expression de la volonté politique des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC de faire de l'Afrique centrale, ***« un espace stable, prospère, solidaire, économiquement et politiquement uni».*** Cette vision passe, entre-autres, par la Sécurité et la stabilité dans tous les Etats membres de la Communauté et par la mise en application effective de la Contribution Communautaire d'Intégration (CCI).

Il a conclu son propos en exprimant la gratitude de la Communauté envers tous ses partenaires pour leur soutien multiforme dans la recherche pour la consolidation de la paix.

IV. DEROULEMENT DES TRAVAUX

a. Election du Bureau

Le Bureau de la réunion est composé comme suit :

Président : République du Tchad ;

Vice-président : République Démocratique du Congo ;

Rapporteurs : 1er Rapporteur : République d'Angola ;
2ème Rapporteur : République Gabonaise.

b. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

Le Conseil a adopté l'ordre du jour et le programme de travail de la réunion sans amendement.

V. EXAMEN DES POINTS A L'ORDRE DU JOUR

5.1 Rapport du Secrétaire général de la CEEAC

Le Secrétaire Général a présenté les activités menées, depuis les dernières assises de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, tenues à N'Djamena en janvier 2012 dans les trois axes prioritaires que sont (i) la paix, la sécurité et stabilité, (ii) les grandes infrastructures notamment de transport (PDCT-AC), les TIC, l'Energie, (iii) l'eau et l'environnement. Outre les réalisations de ces secteurs, celles d'autres secteurs ont été mentionnées notamment dans le Commerce, l'Agriculture, l'Education, la Culture et la Santé.
Le rapport met en exergue la nécessité de disposer des ressources humaines et financières pour faire face aux missions de plus en plus croissantes de la Communauté. A cet effet, trois grandes préoccupations ont été exprimées à savoir (1) le lancement de la réforme institutionnelle de la CEEAC, (2) la non opérationnalisation de la CCI, et (3) la non application des dispositions relatives à la libre circulation des personnes et des biens par la majorité des Etats membres de la Communauté.

Le Conseil a félicité le Secrétaire Général de la pertinence du Rapport et déplore cependant que ledit rapport ne soit pas disponible dans toutes les langues de la Communauté.

A cet effet, le Conseil a exhorté le Secrétariat général de faire un effort à l'avenir pour que les dossiers soumis à la Conférence soient traduits dans toutes les langues de la Communauté et disponibles à temps.
Le Conseil a adopté le rapport et l'a transmis à la Conférence

5 2 Rapport de la Commission Consultative

Le Conseil a pris connaissance du Rapport de la Commission Consultative tenue du 16 au 19 novembre 2014, présenté par son Président, et a salué l'énorme travail abattu par les Experts. Il l'a examiné et relevé ce qui suit :

5 2 1 QUESTION INTEGRATION HUMAINE, PAIX, SECURITE ET STABILITE

5.2.1.1 Sur l'Opérationnalisation du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance de l'état actuel de l'opérationnalisation du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX) et de la recommandation de la Commission Consultative d'envisager la séparation du MARAC et des Affaires Politiques dans le cadre de la réforme institutionnelle de la CEEAC.

Le Conseil a exprimé sa satisfaction quant à l'aboutissement du processus d'opérationnalisation des instruments du COPAX conformément au calendrier continental de l'Architecture Paix et Sécurité Africaine (APSA).

En ce qui concerne la séparation du MARAC des Affaires Politiques, le Conseil a précisé que la Direction des Affaires Politiques et du MARAC est un poste à mandat attribué à un Etat membre et ne peut à ce titre être scindé.

5.2.1.2 Sur la situation Sécuritaire en Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance de l'exposé sur la situation sécuritaire générale dans la sous-région notamment les menaces sécuritaires du groupe terroriste Boko Haram, de la crise en République Centrafricaine et de l'insécurité à l'Est de la RDC.

Le Conseil en a pris acte et a instruit le Secrétariat général d'approfondir les réflexions sur la situation sécuritaire en Afrique Centrale et de proposer des actions appropriées pour faire face à toutes les menaces.

5.2.1.3 Sur le Rapport sur les Missions de Paix en RCA

Le Conseil a pris connaissance du bilan des différentes missions de paix effectuées en République Centrafricaine depuis 2008.
Le Conseil en a pris acte.

5.2.1.4 Sur la Sûreté et Sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée

Le Conseil a été informé des derniers développements sur la stratégie de sécurisation des intérêts vitaux en mer des Etats du Golfe de Guinée.

Le Conseil a félicité le Congo et le Cameroun pour leur contribution au lancement des activités respectivement du Centre Régional de Sécurité Maritime en Afrique Centrale (CRESMAC) et du Centre Inter Régional de Coordination.

Le Conseil a exhorté les Etats membres à maintenir leurs efforts actuels, y compris ceux qui n'ont pas de façade maritime, en vue d'assurer une sécurité durable du Golfe de Guinée.

5.2.1.5 Sur les élections en Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance des projets de décisions suivants :

- le projet de Décision portant amendement de la Décision n° 004/CEEAC/CCEG/XII/05 du 07 juin 2005 relative à la création d'une Unité d'Appui Electoral aux Etats membres au sein du Secrétariat général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale et ;
- le projet de Décision portant amendement de la Décision n° 019/CEEAC/CCEG/XIII/07 du 30 octobre 2007 relative à l'envoi de missions internationales d'Observation Electorale dans les Etats membres.

Après examen, le Conseil a circonscrit la compétence du Secrétariat général de la CEEAC à l'observation de tout le processus électoral.

5.2.1.6 Sur le Programme Frontière en Afrique Centrale, Armes Légères et de Petit Calibre ALPC), Réforme des Services de Sécurité (RSS)

Le Conseil a été informé de l'état de mise en œuvre des dossiers relatifs aux politiques transversales de sécurité.

Le Conseil a encouragé les Etats à accélérer la mise en œuvre du Programme Frontière de la CEEAC, notamment sur les volets liés à la délimitation et à la démarcation afin de respecter l'échéance fixée par le Programme Frontière de l'Union Africaine à l'horizon 2017.

Le Conseil a exhorté les Etats membres à ratifier la Convention de Kinshasa sur les Armes Légères et de Petit Calibre, et à procéder à la signature du Traité des Nations Unies sur le Commerce des Armes (TCA).

5.2.1.7 La lutte contre la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants

Le Conseil a pris connaissance du rapport relatif à la traite des personnes en Afrique Centrale, duquel il ressort que cette zone est une destination finale du trafic en provenance majoritairement de l'Afrique de l'Ouest.

Le Conseil a pris acte du rapport et a exhorté les Etats membres à procéder à la signature et surtout à la ratification de l'Accord multilatéral de coopération régionale de lutte contre la traite des personnes, dit Accord d'Abuja.

Le Conseil a approuve et transmis à la Conférence, pour adoption, le Projet de Décision portant adoption de l'Agenda séquencé de la participation de la CEEAC à la Commission Régionale Permanente Conjointe de Suivi de la mise en œuvre de l'Accord d'Abuja (CRPCS).

5.2.1.8 Sur la libre circulation des personnes en Afrique Centrale

Le Conseil a noté que la sous-région Afrique Centrale demeure l'une des plus en retard du continent en matière de libre circulation des personnes. Cette situation est d'autant plus déplorable que, les décisions communautaires prises dans ce sens, tardent toujours à être appliquées.

Le Conseil a approuvé et transmis à la Conférence pour adoption le projet de Décision instituant le Laissez-passer pour les fonctionnaires et Agents du Secrétariat général afin de leur permettre de se mouvoir librement dans la zone communautaire. Sa durée de validité est de trois ans.

Il a approuvé et a transmis également à la Conférence pour adoption, le projet de Décision portant modification de certaines dispositions de la Décision n°12/CEEAC/CCEG/XIV/09 portant calendrier du démantèlement des entraves administratives à la libre circulation des personnes dans l'espace CEEAC.

5.2.1.9 Sur la collaboration Société Civile/CEEAC, Femmes, Paix/Sécurité et violence armée

Le Conseil a pris connaissance du rapport sur la nécessité de renforcer la collaboration avec la société civile et d'impliquer davantage les femmes dans la promotion de la paix et de la sécurité. Lequel rapport a également insisté sur l'utilité de lutter contre les violences faites aux femmes, notamment dans les zones de conflits armés.

Le Conseil en a pris acte. Il a exhorté les Etats membres à considérer les organisations de la société civile comme des acteurs à part entière dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Il a instruit le Secrétariat Général de la CEEAC de définir un cadre formel de collaboration avec les organisations civiles et de multiplier les actions en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes dans les conflits armés.

5.2.1.10 Sur le Renforcement des Capacités

Le Conseil a été informé des activités menées par le Service Intégré de Formation (SIF) et des perspectives en matière de renforcement des capacités multidimensionnelles dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Il en a pris acte et a demandé au Secrétariat général de poursuivre le processus d'identification et d'habilitation de nouveaux Centres d'Excellence, notamment dans les Etats membres qui n'en ont pas encore, en particulier dans les domaines de la sécurite maritime et de la composante civile.

5.2.2 QUESTIONS D'INTEGRATION PHYSIQUE, ECONOMIQUE ET MONETAIRE

5.2.2.1 . COMMERCE

a. Etat de mise en œuvre de la Zone de Libre Echange

Le Conseil a suivi le compte rendu de la mission circulaire effectuée dans certains Etats membres (République d'Angola, République du Burundi, République du Cameroun, République du Congo et République Démocratique du Congo) conformément aux prescriptions de la XVème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Le Conseil en a pris acte et a demandé au Secrétariat général de la CEEAC d'étendre la mission circulaire à l'ensemble des Etats membres et d'en rendre compte régulièrement aux Instances de la Communauté.

b. Rapport sur l'état d'avancement des négociations de l'Accord de Partenariat Economique (APE)

Le Conseil a été informé de l'état d'avancement des négociations de l'Accord de Partenariat Economique.

Le Conseil en a pris acte et a transmis à la Conférence pour adoption le Projet de Décision créant le Fonds Régional APE (FORAPE), validé par le Conseil des Ministres des Etats Membres en charge de l'APE (COMINA) lors de sa réunion du 7 novembre 2014 à Brazzaville en vue de sa signature par les Chefs d'Etat de la configuration négociante de l'APE.

Le Conseil a instruit le Secrétariat général d'entreprendre un dialogue politique avec les autorités de la Guinée Equatoriale afin de conclure un accord complet de partenariat économique avec l'Union Européenne.

Le Conseil a réaffirmé la volonté des Etats membres de parvenir à un APE régional équilibré et en conformité avec les intérêts des populations de l'Afrique Centrale. Il a encouragé le Comité Régional de Coordination des Négociations (CRCN) et le Conseil des Ministres des Etats membres en charge de l'APE (COMINA) à relancer les négociations dans les meilleurs délais.

c. Stratégie régionale d'Aide pour le Commerce des Etats de l'Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance de la Stratégie régionale de l'aide pour le commerce des Etats membres de la CEEAC adoptée en 2012 conformément aux conclusions de la Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) tenue à Hong-Kong en 2008.

Le Conseil en a pris acte. Il a approuvé et transmis à la Conférence le projet de décision portant adoption de la stratégie régionale d'aide pour le commerce des Etats de l'Afrique centrale.

5.2.2.2 **INFRASTRUCTURES**

a. Rapport sur la mise en œuvre du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC)

Le Conseil a pris connaissance de l'état de mise en œuvre du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale (PDCT-AC) adopté en 2004 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que la difficulté d'organiser la première table ronde des bailleurs de fonds sur le financement du Premier Programme Prioritaire en raison de l'inadaptation du mécanisme de suivi.

Le Conseil en a pris acte et a demandé au Secrétariat général de prendre toutes mesures utiles pour réaliser l'étude en vue de la réactivation rapide du PDCT-AC.

b. Etat de mise en œuvre du Plan d'Action 2010-2015 pour l'amélioration du Transport aérien en Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance de l'état de mise en œuvre du Plan d'Action pour l'amélioration du transport aérien en Afrique centrale adopté par la XIVème Conférence ainsi que des projets de Décisions validés par les Ministres en charge de l'Aviation civile.

Le Conseil a pris acte et a transmis *à la Conférence les* projets de Décision ci-après validés par les Ministres en charge de l'Aviation Civile lors de leurs réunions tenues à Bujumbura en 2012 et à Malabo en 2013. Il s'agit de : (i) Projet de Décision portant mise en place d'un cadre institutionnel et réglementaire commun (ii) Deux Projets de Décisions autorisant le Secrétaire Général de la CEEAC à signer certains instruments internationaux de droit aérien, (iii) Projet de Décision fixant le mode de fonctionnement du Comité des Ministres en charge de l'Aviation civile et (iv) Projet de Décision portant adoption de la résolution sur le mécanisme relatif à la représentation de la sous-région Afrique centrale au Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et au Bureau de la Commission Africaine de l'Aviation Civile (CAFAC).

c. Plan d'Action pour la Coopération en matière d'aviation civile

Le Conseil a pris connaissance du Plan d'action de coopération en matière d'aviation civile signé entre le Secrétariat général de la CEEAC et le Secrétariat géneral de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Le Conseil a approuvé et transmis à la Conférence le projet de décision portant adoption du Plan d'action de coopération en matière d'aviation civile signé entre le Secrétariat général de la CEEAC et le Secrétariat général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

5.2.2.3 **GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU EN AFRIQUE CENTRALE (GIRE)**

Projet d'Appui à la mise en œuvre de la Politique Régionale de l'Eau en Afrique Centrale (PARGIRE-AC)

Le Conseil a pris connaissance du rapport de mise en œuvre de la Politique Regionale de l'Eau adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC tenue en octobre 2009 à Kinshasa.

Le Conseil a transmis à la Conférence, les projets de décision ci-après validés par les Ministres en charge de l'eau des Etats membres lors de leurs réunions tenues le 06 avril 2012 à Bangui et le 14 juin 2014 à N'Djamena. Il s'agit de : (i) Projet de décision portant création et mise en place du Centre Régional de coordination et de la Gestion des Ressources en Eau (ii) Projet de décision portant adoption des Règlements intérieurs des organes du cadre institutionnel régional de mise en œuvre de la Politique Régionale de l'Eau de la Communauté et (iii) Projet de décision portant adoption du Plan d'Action Régional de Gestion Intégrée des Ressources en Eau de l'Afrique Centrale (PARGIRE-AC).

5.2.2.4 **TELECOMMUNICATIONS ET TIC**

a. **Programme d'Harmonisation des règlementations nationales des TIC en Afrique Centrale**

Le Conseil a été informé de l'état de mise en œuvre du programme d'harmonisation des règlementations nationales adopté lors de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue en janvier 2012 à N'Djamena.

Le Conseil en a pris acte.

b. **Développement des Infrastructures Large Bande en Afrique Centrale**

Le Conseil a pris connaissance de l'état de mise en œuvre du programme de développement des infrastructures Large Bande en Afrique adopté lors de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenue en janvier 2012 à N'Djamena.

Le Conseil en a pris acte.

5.2.2.5 **ENVIRONNEMENT**

a. **Lutte anti-braconnage en Afrique Centrale**

Le Conseil a pris connaissance de la déclaration des Ministres du 23 mars 2013 à Yaoundé sur la lutte anti-braconnage.

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence pour approbation le projet de décision portant adoption de la déclaration sur la lutte anti-braconnage en Afrique Centrale.

b. Développement et promotion de l'économie verte en Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance des quatre projets de décision sur le développement et la promotion de l'économie verte en Afrique Centrale adoptés respectivement par la réunion des Ministres de la CEEAC en charge des Forêts et de l'environnement organisée du 14 au 16 mai 2012 à Brazzaville, le Conseil des Ministres de la CEEAC en charge des Forêts organisée du 4 au 7 mars 2014 à Impfondo au Congo et le Conseil des Ministres de la CEEAC en charge de l'artisanat le 2 février 2012 à Brazzaville.

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence.

c. Fonds pour l'Economie verte en Afrique centrale

Le Conseil a pris connaissance des neuf projets de décision visant la mise en œuvre du Système de l'Economie Verte en Afrique centrale (SEVAC) ***validés par les Ministres*** des Affaires Etrangères, de l'Economie et Finances, des Forêts et de l'Environnement le 30 octobre 2014 à Kinshasa.

Le Conseil en a pris acte et les transmet à la Conférence.

5.2.2.6 **AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL**

a. Politique Agricole Commune (PAC)

Le Conseil a pris connaissance du projet de décision portant adoption de la PAC approuvé par les Ministres en charge de l'Agriculture le 23 octobre 2014 à N'Djamena.

Le Conseil en a pris acte et le transmet à la Conférence.

b. Stratégie de développement de la filière coton-textile-confection en Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance des deux projets de décision ci-après : (i) Projet de décision portant adoption de la stratégie et (ii) Projet de décision donnant mandat au Secrétariat général de poursuivre le partenariat en vue de la mise en place et de l'opérationnalisation du Comité de Coordination de la stratégie coton.

Le Conseil en a pris acte et les transmet à la Conférence.

c. Programme Régional d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRIASAN)

Le Conseil a pris connaissance des deux projets de décision suivants : (i) Projet de décision portant adoption du PRIASAN et (ii) Projet de décision portant restructuration et renforcement des capacités de la Direction de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Environnement de la CEEAC.

Le Conseil en a pris acte et les transmet à la Conférence.

d. Programme Régional de Sécurité Alimentaire de l'Afrique Centrale (PRSA-AC)

Le Conseil a pris connaissance du PRSA-AC issu de l'actualisation et de la fusion des deux PRSA-CEEAC/CEMAC ainsi que du projet de décision conjointe approuvé à la Réunion des Ministres en charge de l'Agriculture d'Afrique centrale tenue le 23 Octobre 2014 à N'Djamena.

La Conseil en a pris acte et le transmet à la Conférence.

e. Centre Régional de Santé Animale pour l'Afrique Centrale (CRSA-AC) et Bureau sous-régional de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE)

Le Conseil a pris connaissance du Programme de Renforcement de la Gouvernance Vétérinaire et du projet de décision portant création du Centre Regional de Santé Animale pour l'Afrique Centrale (CRSA-AC) **et** du Bureau sous-régional de l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE).

Le Conseil en a pris acte et le transmet à la Conférence.

5.2.2.7 **INDUSTRIE**

a. Plan d'Action pour le Développement industriel accéléré de l'Afrique Centrale

Le Conseil a pris acte des informations sur l'état de la mise en œuvre de la Decision relative au Plan d'Action du Développement industriel accéléré de l'Afrique (DIAA) prise par la Xème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine tenue en janvier 2008, à Addis-Abéba.

5.2.2.8 **STATISTIQUES**

a. Stratégie Régionale de Développement de la Statistique (SRDS-CEEAC)

Le Conseil a pris connaissance de la Stratégie Régionale de Développement de la Statistique de la CEEAC (SRDS-CEEAC) qui s'inscrit dans le cadre du Document de Stratégie Régionale d'Intégration en Afrique Centrale de la Banque Africaine de Développement.

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence le projet de décision portant adoption de la stratégie Régionale de Développement de la Statistique (SRDS-CEEAC).

b. Statistiques du Commerce extérieur des Etats de l'Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance du projet de règlement officiel pour la production des statistiques du commerce extérieur des Etats membres comprenant douze (12) articles

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence le projet de décision portant adoption dudit règlement.

5.2.2.9 **MIGRATION**

Structure de Dialogue Inter-Etats pour la gestion de la Migration en Afrique Centrale (DIMAC)

Le Conseil a été informé du processus devant aboutir à la création du DIMAC comme cadre de consultation régional d'échanges et de partages d'informations sur la migration à l'instar de ceux des autres Communautés Economiques Régionales africaines.

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence les deux projets de décision portant respectivement création du* Dialogue Inter-Etats pour la gestion de la Migration en Afrique Centrale (DIMAC), *et celui portant adoption de ses textes organiques.

5.2.2.10 **GESTION RISQUES DE CATASTROPHES ET ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

a. Stratégie Régionale en Afrique Centrale sur la prévention des risques de catastrophes, la gestion des catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques

Le Conseil a pris connaissance de la stratégie régionale sur la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques, adoptée en juin 2012 par les Ministres en charge de la réduction des risques de catastrophes.

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence le projet de décision y relatif.

b. Projet de création du Centre Climatique Régional en Afrique Centrale

Le Conseil a été informé du projet de création du Centre Climatique Régional en Afrique Centrale dont le Plan de mise en œuvre a été validé par les Directeurs Nationaux de la Météorologie. Ce Projet est éligible au Programme ACP/UE pour le renforcement des Capacités des Centres Climatiques spécialisés Nationaux et Régionaux.

***Le Conseil en a pris acte et demande au Secrétariat général d'organiser une réunion des ministres en charge de la Météorologie en vue de la validation des résultats de l'étude* de création du Centre Climatique Régional en Afrique Centrale.**

5.3 QUESTION INTEGRATION SOCIALE ET CULTURELLE

5.3.1 SANTE

a. Création de l'Organisation de la Santé de l'Afrique centrale (OSAC)

Le Conseil a pris connaissance de l'évolution du processus de création de l'Organisation de la Santé de l'Afrique Centrale (OSAC) conformément aux dispositions de la Décision N°23/CEEAC/XV/CCEG/12 du 16 janvier 2012 portant renforcement des mécanismes institutionnels de coordination et de coopération de la santé en Afrique Centrale.

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence, le projet de protocole de l'Organisation de la Santé de l'Afrique Centrale (OSAC).

b. Stratégie régionale du renforcement de coordination de la lutte contre le VIH/sida en Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance de la Stratégie régionale CEEAC pour le renforcement et la coordination de la lutte contre le VIH/sida en Afrique Centrale 2015-2018.

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence le projet de décision y relatif.

c. Mise en place du Fonds Communautaire pour la Santé en Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance du projet de Décision relatif à la mise en place du Fonds Communautaire pour la Santé en Afrique Centrale.

***Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence le projet de décision portant* mise en place du Fonds Communautaire pour la Santé en Afrique Centrale.**

Il demande par ailleurs, au Secrétariat général de mener une réflexion globale sur le financement de tous les fonds créés.

5.3.2 EDUCATION ET CULTURE

a. Projet de renforcement des Systèmes d'Information pour la Gestion de l'Education (SIGE) dans les Etats membres de la CEEAC

Le Conseil a pris connaissance de l'état de préparation du projet relatif aux Systèmes d'Information pour la Gestion de l'Education (SIGE) dans les Etats membres de la CEEAC.

***Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence le projet de décision portant* adoption du Projet de renforcement des Systèmes d'Information pour la Gestion de l'Education (SIGE) dans les Etats membres de la CEEAC.**

b. Stratégie sous-régionale sur le développement et la promotion de la culture en Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance de la Stratégie sous régionale sur le développement et la promotion de la culture en Afrique centrale pour la période 2014-2020, adoptée le 28 novembre 2013 à Yaoundé par les Ministres de la CEEAC en charge de la culture.

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence le projet de décision y relatif.

c. Projet de création des Pôles d'Excellence Technologique Universitaire (PETU) en Afrique Centrale

Le Conseil a été informé du projet portant création des Pôles d'Excellence Technologique Universitaire (PETU) en Afrique centrale.

Le Conseil en a pris acte et transmet à la Conférence le projet de décision y relatif.

d. Accord de Coopération entre la CEEAC et le CAMES

Le Conseil a été informé de l'accord de coopération entre la CEEAC et le Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES).

Le Conseil a pris acte de l'information.

5.3.3 GENRE

a. la stratégie sur le développement de l'entreprenariat féminin dans les Etats membres de la CEEAC

Le Conseil a été informé de l'élaboration de la stratégie sur le développement de l'entreprenariat féminin dans les Etats membres de la CEEAC.

Le Conseil a pris acte de l'information et demande au Secrétariat général d'élargir la stratégie en prenant en compte l'entreprenariat des jeunes et de se rapprocher des Ministres en charge de la jeunesse pour une meilleure cohérence.

b. le projet sur l'inclusion Genre, Paix et Sécurité en Afrique centrale

Le Conseil a été informé de l'élaboration d'une stratégie genre, paix et sécurité en Afrique Centrale.

Le Conseil a pris acte de l'information.

c. le projet sur l'accélération de la scolarisation des filles et l'alphabétisation des femmes dans les Etats membres de la CEEAC

Le Conseil a été informé du projet sur l'accélération de la scolarisation des filles et l'alphabétisation des femmes dans les Etats membres de la CEEAC.

Le Conseil a pris acte de l'information.

5.4 QUESTIONS PROGRAMMES, BUDGET, ADMINISTRATION ET RESSOURCES HUMAINES

5.4.1 Etat de mise en œuvre de la Contribution Communautaire d'Intégration (CCI)

Le Conseil a pris connaissance du bilan de la mise en œuvre des Décisions du Conseil Extraordinaire des Ministres des Finances, de Budget, de l'Intégration élargi aux Gouverneurs des Banques centrales nationales, tenue à N'Djamena le 29 mars 2010 et les recommandations relatives à l'opérationnalisation de la CCI dans tous les Etats membres.

Il convient de rappeler que les Etats membres de la CEEAC, devaient incorporer le plus rapidement possible la CCI dans leur corpus législatif, réglementaire et administratif pour le rendre opérationnel au plus tard le 1er janvier 2011.

Au terme des débats qui ont porté sur la nécessité de mettre en œuvre les décisions des Instances relatives à l'application du mécanisme de la Contribution Communautaire d'Intégration (CCI), le Conseil instruit le Secrétariat général de :

- Organiser une mission de sensibilisation, d'évaluation et d'appui à la mise en place du mécanisme de la CCI dans tous les Etats membres et finaliser le processus de mise en place des Points focaux CCI au sein des administrations nationales compétentes (Douanes et/ou Finances) ;
- Convenir avec chaque Etat membre débiteur d'un plan d'apurement des arriérés de contribution.
- Mettre en place un Groupe de Travail (GT) chargé de mener une réflexion approfondie devant aboutir à une stratégie de mobilisation des ressources durables et alternatives à la CCI.

Le Conseil invite les Etats membres n'ayant pas encore mis en place la CCI à s'inspirer de l'expérience des autres Etats membres pour s'y arrimer.

Le Conseil se réjouit des efforts consentis par certains Etats membres pour le paiement de leurs contributions. Il exhorte tous les Etats membres à maintenir cet élan.

5.4.2 Programmes et Budgets

a. Rapports d'exécution du Programme d'Action et du Budget exercice 2014

Le Conseil a pris acte du Rapport d'exécution du Programme d'Action et du Rapport d'exécution du Budget général de l'exercice 2014.

b. Projets de Programme d'Action et de Budget général de la CEEAC exercice 2015

Apres avoir endossé les recommandations de la Commission Consultative, le Conseil a arrêté le Programme d'action et le budget de l'exercice 2015 en équilibre, en recettes et en dépenses à la somme de Quarante-deux milliards quatre cent vingt-cinq millions six cent soixante-cinq mille cent soixante-neuf (42.425.665 169) Francs CFA. (89.317.189,83$US).

Il soumet à la Conférence pour approbation le projet de décision portant adoption du budget général de l'exercice 2015.

5.4.3 Rapports d'Audit comptable et du Contrôleur Financier.

Le Conseil n'ayant pas mandat de débattre sur ces rapports les transmet à la Conférence pour compétence conformément aux dispositions des articles 33 et 58 du règlement financier de la CEEAC.

Toutefois, le Conseil recommande à la Conférence d'autoriser la Commission Consultative et le Conseil des Ministres à examiner lesdits rapports. A cet effet, Il recommande la révision des dispositions y relatives.

5.5 QUESTIONS PROPOSEES PAR LES ETATS MEMBRES

5.5.1 Etat d'avancement des travaux du Comité de Pilotage sur la Rationalisation des CER en Afrique Centrale (COPIL/CER) présenté par le Cameroun

Le Conseil a été informé de l'état d'avancement des activités du COPIL/CER.

Le Conseil en a pris acte et demande au Secrétariat général de la CEEAC de prendre les dispositions nécessaires pour soumettre la Décision conjointe portant création du Comité de Pilotage sur la Rationalisation des Communautés Economiques régionales (CER) en Afrique Centrale (COPIL/CER) à la signature des Présidents en Exercice de la CEEAC et de la CEMAC au cours de la 16ème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Le Conseil recommande au COPIL/CER d'orienter son travail en tenant compte des avantages comparatifs des CER.

5.5.2 Mobilisation, Préparation et Riposte contre la maladie à virus Ebola en Afrique Centrale

Le Conseil salue l'initiative du Gouvernement du Tchad et endosse le projet de Déclaration sur l'accélération de la préparation et de la riposte contre la maladie à virus Ebola en Afrique Centrale.

Le Conseil a pris acte de l'initiative du Secrétariat général d'organiser avec l'appui de l'OMS une réunion régionale, au courant du mois de Décembre 2014, sur l'élaboration d'un plan opérationnel coordonné de préparation et de riposte à la maladie à virus Ebola en Afrique Centrale. Il est demandé à la Guinée Equatoriale de proposer un plan de contingence spécifique à la CAN à examiner lors de la réunion de Douala.

5.6 QUESTIONS PROPOSEES PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES DE LA CEEAC

5.6.1 Institution d'un prélèvement Pool Energétique d'Afrique Centrale (PEAC) et création d'un fonds de développement du secteur électrique de l'Afrique Centrale

Le Conseil a pris connaissance de l'étude relative au mécanisme de financement du PEAC.

Le Conseil a approuvé le principe de création du Fonds, sous réserve de la clarification de son mode de financement tant au niveau des Etats membres que des Partenaires multilatéraux recommande au PEAC de faire valider au préalable le mécanisme de financement par les Ministres en charge de l'énergie.

5.6.2 Livre blanc Energie CEMAC-CEEAC

Le Conseil a pris connaissance du ***projet de décision portant adoption du Livre Blanc Energie CEEAC-CEMAC***, validé à Yaoundé le 18 octobre 2014 par les Ministres de la Communauté en charge de l'Energie.

Le Conseil en a pris acte et le transmet à la Conférence.

5.6.3 Optimisation de l'exploitation des potentialités des milieux aquatiques par une gestion durable des ressources halieutiques et la promotion de l'aquaculture en Afrique centrale

Le Conseil a été informé du Programme d'Optimisation des Potentialités des milieux Aquatiques par une Gestion Durable des Ressources Halieutiques et la Promotion de l'Aquaculture en Afrique Centrale (PROGRHAC).

Le Conseil en a pris acte.

5.7 DIVERS

VI. Autres questions et Questions Spéciales (Huis clos restreint)

6.1 Réforme institutionnelle

Le Conseil a pris connaissance de la situation de précarité du Secrétariat général de la CEEAC marquée par le manque de moyens financiers pour faire face aux programmes qui ne permet pas de créer des conditions de travail optimales ; de recruter du personnel compétitif pour mettre en œuvre l'organigramme du Secrétariat général adopté en 2009 ou de payer les droits du personnel peu compétent et du personnel atteint par la limite d'âge. Cette situation ne permet pas non plus au Secrétariat général de s'acquitter des contreparties des programmes et projets négociés avec les partenaires techniques et financiers.
Par ailleurs, les textes constitutifs de la Communauté datant de plusieurs décennies ne sont pas en harmonie avec les textes de l'Union Africaine et nécessitent d'être révisés pour les adapter aux défis de l'heure.

Des lors, le Secrétariat général a sollicité un engagement politique des plus hautes instances de la Communauté afin d'engager un processus de réforme institutionnelle profonde à placer sous la coordination d'un Chef d'Etat. Il a soumis deux projets de décision portant respectivement mise en place d'un fonds spécial pour la réforme institutionnelle et réaménagement de l'organigramme pour la phase transitoire.

Après débat, le Conseil des Ministres a pris acte de l'information donnée par le Secrétariat général. Il **recommande à la Conférence d'autoriser le lancement de l'étude relative à la réforme institutionnelle profonde du Secrétariat général à placer sous la coordination d'un Chef d'Etat.**

6.2 Readmission du Rwanda

Le Conseil a été informé de la démarche de la République du Rwanda pour son retour au sein de la Communauté. Un projet d'accord entre le Rwanda et la CEEAC a été préparé par les Experts du Secrétariat général et ceux du Rwanda.
Le Conseil des Ministre en a pris acte et **soumet ledit accord à la sanction de la Conférence.**

6.3 Coopération avec les partenaires dans le domaine de paix et de sécurité

Le Conseil a été informé de l'Accord de coopération signé entre le Ministère des Affaires Etrangères de la République française et le Secrétariat général de la CEEAC dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Après débat, le Conseil a demandé au Secrétariat général de soumettre au préalable la question à l'examen du Conseil des Ministres du COPAX avant la mise en œuvre dudit Accord.

6.4 Fonds Spéciaux MISCA/MICOPAX/RCA

Le Conseil a pris connaissance du compte rendu de la Contribution des Etats membres, et de son utilisation, dans le cadre des fonds spéciaux, pour soutenir la République Centrafricaine et les forces sous-régionales des missions de paix et de sécurité en RCA, décidés par les Chefs d'Etat de la CEMAC (20 milliards de Francs CFA, soit 40 millions de dollars) et par les Chefs d'Etat de la CEEAC (50 milliards de Francs CFA, soit 100 millions de dollars).

Le Conseil en a pris acte.

6.5 Personnel à Mandat

Le Conseil a été informé de la situation des mandats du personnel nommé par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC. Sur dix postes dits « à mandat », seul l'Agent Comptable (poste attribué au Gabon) a terminé son deuxième mandant en juillet 2013. Conformément au Traité instituant la Communauté, il est éligible à un 3ème mandat. Le poste de Directeur des Affaires Politiques et du MARAC, attribué à la République Démocratique du Congo lors de la 15ème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en janvier 2012, n'a pas été pourvu. Le poste de Secrétaire général adjoint chargé de l'Intégration Physique, Economique et Monétaire (attribué au Cameroun) est vacant.

Le Secrétaire général a suggéré au Conseil des Ministres que la répartition des postes à mandat demeure telle quelle jusqu'à l'adoption d'un mécanisme équitable de rotation des postes de responsabilité au sein de l'exécutif de la Communauté dans le cadre de la réforme profonde sollicitée par le Secrétariat général. Il a également présenté, pour information au Conseil, les statistiques sur le personnel du Secrétariat général de la CEEAC.

Le Conseil des Ministres a pris acte des informations fournies et approuve la proposition de maintenir la répartition actuelle des postes à mandat jusqu'à la mise en œuvre de la réforme institutionnelle.

6.6 Situations Politique, Sécuritaire et Humanitaire en RCA

Le Conseil a été informé de la situation Politique, Sécuritaire et Humanitaire en RCA depuis la concertation entre Chef d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC le 27 juin 2014 à Malabo, en marge du Sommet de l'Union Africaine.
Il s'avère aujourd'hui plus que nécessaire qu'un accord politique soit trouvé entre les acteurs politiques afin de terminer la transition et d'aller vers les élections dans un contexte apaisé.

La Délégation Centrafricaine remercie les Etats membres de la CEEAC pour leur appui sans faille dans la résolution de la crise centrafricaine. Elle demande l'appui politique du Conseil pour la création d'une brigade d'intervention rapide dans le cadre de la phase pré-désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) et de la réforme du secteur de la sécurité.

Le Conseil des Ministre en a pris acte.

VII. Examen des projets de décision, déclaration, recommandation et motion

Le Conseil des Ministres a passé en revue les projets de décisions et de déclaration traités dans les points ci-dessus. Il les approuve et les transmets à la Conférence pour adoption.

Par ailleurs le Conseil a formulé les Projets de Déclarations à l'endroit de la Conférence portant sur les questions ci après :

1- Le soutien de la Communauté à une candidature unique de l'Afrique Centrale à la Présidence de la Banque Africaine de Développement (BAD) ;
2- Les félicitations adressées à la République de la Guinée Equatoriale dont la candidature à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations a été retenue par la Confédération Africaine de Foot – Ball dans un contexte pollué par l'épidémie EBOLA ;
3- Les felicitations adressées à la République d'Angola suite à son admission en qualité de Membre Non Permanent du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

En ce qui concerne la question de la réadmission de la République du Rwanda à la CEEAC, suite à une demande de cet Etat Fondateur de la Communauté qui s'en était retiré en 2008, le Conseil a transmis le projet de Protocole à la Conférence pour approbation, processuel pour la conduite du dossier.

Le Conseil des Ministres a formulé une motion de remerciement à l'endroit de Son Excellence Monsieur IDRISS DEBY ITNO, Président de la République, Chef de l'Etat.

Le Conseil des Ministres a fait une Déclaration de félicitation à Son Excellence OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la Guinée Equatoriale, au Gouvernement et au peuple équato-guinéen, pour avoir pris la décision historique, hautement africaniste, d'abriter la trentième édition de la Coupe d'Afrique des Nations de Football (la CAN 2015).

VIII. Communiqué final de XVIème Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernance

Le Conseil des Ministres a adopté le projet de Communiqué final de la Conférence et le transmet à la Conférence.

IX. Projet d'Ordre du Jour de la Conférence

Le Conseil des Ministres a adopté le projet d'ordre du jour de la Conférence.

X. Divers

Le Conseil a enregistré trois points en divers :

- La Délégation de la République de Guinée Equatoriale a soulevé le problème du poste de Directeur Exécutif adjoint du Centre Interrégional de Coordination (CIC) ;

- La Délégation de la République de l'Angola a souhaité qu'un point soit fait sur l'Exercice LOANGO 2014 réalisé à Pointe Noire ;

- La protestation de la Délégation de la République Centrafricaine quant à l'incident protocolaire survenue le 27 juin 2014 à Malabo en marge du Sommet de l'Union Africaine. En réponse, le Secrétaire Général de la CEEAC, après avoir expliqué le contexte dans lequel l'incident s'est produit, a présenté les excuses du Secrétariat général.

XI. Clôture des travaux du conseil des ministres

Le Conseil des Ministres adopte son Rapport et clôt ses travaux.

Fait à N'Djamena, le 22 Novembre 2014

Pour la CEEAC,	**Pour les Etats Membres,**
Le Secrétaire Général	**Le Président du Conseil des Ministres**
Ambassadeur Ahmad ALLAM-MI	**AZIZ MAHAMAT SALEH**

ECONOMIC COMMUNITY OF CENTRAL AFRICAN STATES (E.C.C.A.S.)
COMUNIDAD ECONOMICA DE LOS ESTADOS DEL AFRICA CENTRAL (C.E.E.A.C.)
COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (C.E.E.A.C.)
COMUNIDADE ECONOMICA DOS ESTADOS DA AFRICA CENTRAL (C.E.E.A.C.)

Secrétariat Général

Ndjamena, le 21 novembre2014

XVIEME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEEAC
CONSEIL DES MINISTRES

Liste des Participants

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
1	**Joaquin DO ESPIRITO SANTO**	Ministère des relationsExtérieures	Ambassadeur Directeur	Angola	+244 93 57 61 165	jesantoao@yahoo.com.br	
2	**Alberto CASSONGO CABONGO**	Ministère des Affaires Etrangères	Ministre conseiller	Angola	+244	Alcab2008@hotmail.com	
3	**NUHUNGO Chiyaneke**	Ministère des Affaires Etrangères	Technicien Supérieur de coopération Multinationale	Angola	+244	rodechingufoou@yahoo.com.br	
4	**Carlos CUECEIRO**	Ministère des Affaires Etrangères	Directeur	Angola	+244 +244	carlosgici@yahoo.com.br	
5	**Virgilio Antonio ZULUNMONGO**		Conseiller	Angola	+244 +244	zulumongo@hotmail.fr	
6	**ColonelKamaphlyka Vasco Afonso MENDES**	Ministère de la Défense	Chef de Département des Relations	Angola			

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
			Multilatéral		+244 92 79 52 537	kamymendes@gmail.com	
7	**SIMAO PEMBELE**	Ministère de l'Intérieur	Chef de Département de coopération	Angola	+244 93 95 08 024	Pembelesimao2010@hotmail.com	
8	**Miguel BASTOS DE ALMEIDA**	Ministère des finances	Economiste	Angola	+244 912 50 01 11 +244 923 31 74 54	Bastos.almeida1961@mail.com	
9	**Sayonara MUALUBAMBO**	Ministère des relations Extérieures	Diplomat	Angola	+244 923 51 67 47	sayonarajoaline@hotmail.com	
10	**Alexis NIYONZIMANTACO**	Ministère des relations Extérieures et de la Coopération	Conseiller à la Direction Général de la Francophonie et de l'intégration régionale	Burundi	+257 79 23 66 67 +257 75 66 10 11	Niyalexis2006@yahoo.fr	
11	**Fabiloa NKUDIZANYE**	Ministère des finances et de la planification du développement Economique	Conseiller technique au cabinet du Ministre	Burundi	+257 79 958 284	frnkabiola@gmail.com	
12	**Eric Dominique ONDOUA**	Ministère de l'Economie de la planification et de l'Aménagement du territoire	Sous-Directeur de l'intégration Economique en Afrique Centrale	Cameroun	+237 77 95 19 53	Ericdominiqueondoua@yahoo.com	
13	**Raymond MBITIKON**	Commission des Forêts d'Afrique Centrale	Secrétaire Exécutif	Cameroun	+237 74 53 70 07	mbitikonraymond@yahoo.fr	
14	**Constant METOU'OU AMVELA**	Ministère des finances	Directeur	Cameroun			
15	**Pau Bernard ONDZE**	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation	Directeur immigration et Emigration	Congo			
16	**Rodrigue ABALO**	Ministère de l'intérieur et de la	Chef de service des organisations	Congo	+242 06 62 31 068 +242 05 513 69 42	Aba.rodrigue@yahoo.fr	

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
		Décentralisation	internationales				
17	**Daniel MOLONGANDZEYI**	Ministère des finances		Congo	+242 05 76 91 011	daniel.molongandzeyi@yahoo.fr	
18	**ATTA MWANDZA M'AKANGALEMA**			Congo	+242 05 53 62 506 +242 06 69 17 142	attamwandza@hotmail.fr	
19	**Jacqueline NZALANKAZI**	Ministère des finances		Congo	+242 06 67 89 648	jczalankazi@yahoo.fr	
20	**Jean Chrysostome MEKONDONGO**	Pool Energétique de l'Afrique Centrale	Secrétaire Permanent chef de mission Diplomatique	Congo	+24201 633 33 30 +24201 802 02 02 +242 05 64 04 04	jcmeckongodongo@yahoo.fr	
21	**Firminie MIKINGUITA**	Direction général de l'Intégration	Directrice	Congo	+242 05 558 21 57	mikingfirmine@hitmail.fr	
22	**Jacques BOUITY**	Ministère des finances	Conseiller à l'intégration et aux CERs	Congo	+242 06 663 10 66	Jbfinance2002@yahoo.fr	
23	**Nestor NDAYIMIRIJE**	Organisation Mondiale de la Santé OMS	Médecin Expert	Congo	+242 06 43 76 993	ndayimirijen@who.int	
24	**ODJOLA Benjamin Cyristian**	Ministère de l'Economie et des Finances	Conseiller chargé de mission	Congo	+242 06 678 22 97	ben.morelly@yahoo.fr	
25	**JOEL NKEGNA**	Ministère des Affaires Etrangères	ConseillerEconomique du Ministre	Gabon	+241 06 68 31 47	Nkegna_joel@yahoo.fr	
26	**NICOLAS BEYEME NGUEMA**	Ministère du Budget et des Compte publics	Conseillerfinancier du Ministre	Gabon	+241 07 29 71 67	beyemenicolas@yahoo.fr	
27	**PABLO EDU ASIE NTONGONO**	Ministère de l'Intégration Régionale	Expert	GuinéeEquatoriale	+240 222 25 81 66	Pablo_asientongono@hotmail.es	

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
28	**ELENA ADA NDONG BUYEME**	Ministère de l'Intégration Régionale	Directeur général de l'Intégration	GuinéeEquatoriale	+240 222 509 523	adayta@live.com	
29	**JOSÉ ANTONIO EDJANG NTUTUM AVOMO**	Ministère de l'Intégration Régionale	DirecteurGénéral de l'Intégration	GuinéeEquatoriale	+240 222 58 81 49	josedjang@yahoo.es	
30	**ASUMU NTUTUM SANTIAGO**	Ministère des finances	Expert	GuinéeEquatoriale	+240 222 276423	santiagoasumuntutumu@hotmail.com	
31	**SAMSON GAZAKO**	Ambassade RCA/Tchad	P.C	RCA	+235 63 54 34 55	gazako.samson@yahoo.com	
32	**MAHAMAT SEIDOU MOUSSA AHMAT**	Ambassade RCA/Tchad	Conseiller Culturel	RCA	+235 66 22 78 98	mamsseidou@yahoo.fr	
33	**PIERRE MAPOUKA**	Ministère des finances et du Budget	Chargé de Mission	RCA	+236 75 50 55 66	pierremapouka@yahoo.fr	
34	**JULIENNE DESIRE GAUDEUILLE NEE MEDOU**	Ministère des Affaires Etrangères, de l'intégration Africaine et de la Francophonie	Ambassadeur Conseiller Economique	RCA	+236 75 50 03 10	desire.gaudeuille@miniplanrca.org	
35	**OMER MUBIALA**	Ministère des Affaires Etrangères, de l'intégration Africaine et de la Francophonie	Conseiller du Ministre	RDC	+243 81 50 36 309	minicir@yahoo.fr	
36	**CLAUDE MAMBA KABASU**	Ministère des finances	Expert chargé d'Etude	RDC	+242 81 39 355 82	Claudemamba2002@yahoo.fr	
37	**FABIEN MATA ENGAI BONGILA**	Ambassade RDC au Tchad		RDC	+235 66 48 33 90	kojakmata@yahoo.fr	
38	**IGNACE MAFUTALA LAMBALAMBA**	Ministère des finances	Expert/chargé d'étude	RDC	+243 999 110 887	Lambalamba2005@yahoo.fr	
39	**MUKUAMA ELIE**	Ambassade RDC au Tchad	2ème Conseiller	Tchad	+235 66 24 33 31	emukuangu@yahoo.fr	

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
40	**OUSMANE MAHAMATNOUR ELIMI**	Ministère de l'Economie	Secrétaire général	Tchad	+235 66 32 54 63	elimiousmane@yahoo.fr	
41	**LOUISE DJIMTAMRA KORBEGUE**	Ministère de l'Economie	Chef de division de Réforme Economique	Tchad	+235 66 33 88 79		
42	**SOUH MONOTAYEM**	Ministère des finances et du Budget	Chef de service de passation de marché	Tchad	+235 66 27 15 97 +235 99 69 20 75	monotayem@yahoo.fr	
43	**GASSINGTA BIANZI**	Ministère de la jeunesse et de sport	Directeur général adjoint	Tchad	+235 66 41 49 95	gbianzi@yahoo.fr	
44	**HAMID DJABAR**	Ministère de la santé publique	DG PAF	Tchad	+235 66 25 40 40	Jabarhamid2003@yahhoo.fr	
45	**DJAMAL AL FARANKH**	Ministère de l'agriculture et de l'environnement	DG PAF	Tchad	+2356624 04 02	djamalferank@gmail.com	
46	**DR QASIM SUPI**	OIM	Chef de Mission	Tchad	+235 62 90 06 74	qsufi@ioim.int	
47	**WALNGAR DADJINAN DEBA**	Ministère du plan et de la Coopération internationale	Directeur général Adjoint au plan	Tchad	+235 6636 10 00	walngar@yahoo.fr	
48	**MARIAM LOUBAKA OURDI**	Ministère de la femme et de l'Action Sociale et de solidarité Nation	Secrétaire général adjoint	Tchad	+235 66 28 50 88	Mariamourdi8@gmail.com	
49	**BEN DJEDIA GADE**	MDN	Conseiller administratif et financier	Tchad	+235 66 29 15 27		
50	**MALLAYE ADJI**	Ministère des Affaires Etrangères	Chef de division	Tchad	+235 99 95 95 13		
51	**NAHIM LE GOLLEE**	Ministère de l'administration du territoire	Cadre d'inspection	Tchad	+235 66 10 50 61	legollee@yahoo.fr	

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
52	**CHRISTIAN BEASSOUM NADJIARABEYE**	INSEED	Assistant Technique du Directeur Général	Tchad	+235 66 69 31 57	nbeassoum@yahoo.fr	
53	**YACOUB OUCHAR ISMAIL**	Directeur Général de l'Indusrie et PME	Directeur de l'Industrie et PME	Tchad	+235 66 30 32 70	yakhoubouchar@yahoo.fr	
54	**NADJI TELLRO WAI**	MAE	Directeur	Tchad	+235 6628 29 72	Nadji_tellro@yahoo.fr	
55	**ADOUMTOGUE RUBAIR**	MECAT	Directeur	Tchad	+235 66 27 71 14	rubairadoumtogue@yahoo.fr	
56	**ABDEL MOHISINE MAHAMAT BACHIR**	MECDT	Directeur	Tchad	+235 66 30 46 51	abdelmohisine@gmail.com	
57	**REOUNDJI FREDERIC**	MESRS	DGA/ESRS	Tchad	+235 66 27 89 37	reoundjifrederic@yahoo.fr	
58	**GONGA KOYANG FEOUDA**	MECDT	DEAEC	Tchad		feoudagonga@yahoo.fr	
59	**BRAHIM DADI**	ADAC	DG/ADAC	Tchad	+235 66 29 98 62	brahimdadi@yahoo.fr	
60	**NODJIBAN NADJYO**	MEH	DirecteurAdjoint	Tchad	+235 66 25 68 28	nodjibannadjyo@yahoo.fr	
61	**GUERINGUE DJIBANGAR**	MECDT	Directeur de l'Intégration	Tchad	+235 66 28 85 54	gdjibangou@gmail.com	
62	**BEN PATRICE DOUNGA**	CD/MARAC		Tchad	+235 66 29 39 32		
63	**MOGUINA NGARDONO**	MAEIA		Tchad		moguinago@hotmail.fr	
64	**ABOUBAKAR ADAM**	MECDT	DGA/eco	Tchad		Adam_aboubakar73@yahoo.fr	
65	**CARLOS DE CASTRO**	MAE	Chef de Département de la Coopération	Sao Tomé Principé	+2359 99 76 964	carfercastro@hotmail.com	
66	**AGOSTINHO QUERESMA DA SILVA BERNARDO**	Ministère des finances	Directeur de cabinet	Sao Tomé Principé	+239 22 21 083	betozinho@yahoo.fr	
67	**EMILE ESSEMA**	COREP	Secrétaire Exécutif	Gabon	+241 07 06 23 64	essemile@yahoo.fr	
68	**ROBERT PONG BALLET**	CEMAC	Chef de projet chargé	RCA	+236 70 55 50 85 +236 75 05 46 02	pongballetràyahoo.fr	

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
			de l'Agriculture				
69	**JEAN BOSCO ATANGANA FOUDA**	CEMAC	Directeur des Affaires Juridiques Commission CEMAC	RCA	+236 7565 01 18	atanganafoudajeanbosco@yahoo.fr	
70	**STEPHANEROSTIAUX**	OIM	Expert	Sénégal	+221 77 13 76 435	srostiaux@iom.int	
71	**CHARLES KWENIN**	OIM	Regional advisor	Genève	+41 22 71 79 278	ckwenin@iom.int	
72	**MWANA NKWARA**	Banque Centrale du Congo	Directeur	RDC	+243 81 81 08 009	miramwana@gmail.com	
73	**TADOUM MARTIN**	COMIFAC	Secrétaire Exécutif Adjoint	Cameroun	+237 2221 35	mtadoum@comifac.org	
74	**AHMAD ALLAM MI**	CEEAC	SG	Gabon	+241	allammia@yahoo.fr	
75	**GARCIA GUY PIERRE**	CEEAC	SGA/IHPSS	Gabon	+241	guypierregarcia@yahoo.fr	
76	**Clotilde NIZIGAMA**	CEEAC	SGA/PBARH	Gabon	+241	Clotilde.nizigama@ceeac.eccas.org	
77	**Crispin Jaime SANGALE**	CEEAC	SGA/DISC	Gabon	+241	sangaleceeac@hotmail.fr	
78	**LARIOT OMBENY Richard**	CEEAC	Agent Comptable	Gabon	+241	Lariotrichard2@yahoo.fr	
79	**Jean Benoit GONGA**	CEEAC	Contrôleur financier	Gabon	+241	gondaben@yahoo.fr	
80	**SAVIHEMBA Daniel**	CEEAC	Chef d'Eta- major Régional	Gabon	+241	savihembadaniel@R7.com	
81	**SALEH SIDJIME**	CEEAC	Directeur de Cabinet	Gabon	+241	Saleh_sidjime@yahoo.fr	
82	**ZOUGUERA SOKAMBI**	CEEAC	Ambassadeur	Gabon	+241	Zouguera.sokambi@ceeac.eccas.eu	
83	**Carlos BONFIM**	CEEAC	Directeur DPMCI	Gabon	+241	Carlosbonfim53@hotmail.com	
84	**ABDOULAYE NDOUKOLBE**	CEEAC		Gabon	+241	meyedoukol@yahoo.fr	

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
85	**Manuel Vaz AFONSO**	CEEAC	Conseil Juridique	Gabon	+241	lias@hotmail.com	
86	**Placide IBOUANGA NDINGA**	CEEAC	Chef de service communication	Gabon	+241	Placide.ibouangandinga@gmail.com	
87	**SOSTHENE MACKOSSO PEMBELOT**	CEEAC	Protocole	Gabon	+241	spembelot@gmail.com	
88	**LEON MUDUBU**	CEEAC	Expert en statistique	Gabon	+241	Leonmudubuyahoo.fr	
89	**PHILIPPE NEZERWE**	CEEAC	Expert budget et finances	Gabon	+241 07 45 21 98	Nezephi@yahoo.fr	
90	**JEAN CLAUDE LOUAKA**	CEEAC	Expert santé public	Gabon	+241		
91	**JULES ROMEL TOUKA**		Expert macro Economiste	Gabon	+241 03 29 27 65	Touka_julesàyahoo.fr	
92	**Ernest ILANG'IKWA BONKANYA**	CEEAC	Expert Ingénieur en aéronautique	Gabon	+241 07 87 35 52	eilangikwa@yahoo.fr	
93	**Dominique KUITSOUC**	CEEAC	Expert gestion risques de catastrophes et adaptation au changement climatique	Gabon	+241 04 28 00 01	dkuitsouc61@gmail.com	
94	**Jean Paul LIBEBELE MOMBOYO KUKUTA**	CEEAC	Chef de service Infrastructures	Gabon	+241 05 98 69 16	jplibebele@yahoo.fr	
95	**Joël BEASSEM**	CEEAC	Chef de service ADR	Gabon	+241 07 29 87 43	jbeassem.ceeac@gmail.com	
96	**Guichard TSANGOU**	CEEAC	Expert Télécommunications /TIC	Gabon	+241 07 83 21 92	tsangou@yahoo.fr	
97	**Dr Salomon ABBA NERAMBAYE**	CEEAC	Coordonnateur de Projet PARCI-CEEAC	Gabon	+241 05 09 09 20 +235 63 05 49 70	mbaitadjim@yahoo.fr	
98	**GodelinMédard MANGONDZA**	CEEAC	Fonctionnaire de liaison CEEAC/UA	Gabon	+251 913 542 934	gmmangondza@yahoo.fr	

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
99	**Augustin NDABIHORE**	CEEAC	Conseiller du SG	Gabon	+241 05 82 49 88	aundabihore@yahoo.fr	
100	**David MBADINGA**	CEEAC	Conseiller SG	Gabon	+241 07 70 84 18	mbadingadavid@yahoo.fr	
101	**Désiré Armand NDEMAZAGOA BACKOTTA**	CEEAC	Expert en Eau	Gabon	+241 04 287 549	dndemazagoa@yahoo.fr	
102	**Pascal MOUSSAVOU MBINA**	CEEAC	Chef de service	Gabon	+241 07 41 38 05	pascalmoussavou@yahoo.fr	
103	**Abdul KADIRI MOUNIRU**	CEEAC	Comptable	Gabon	+241 07 85 19 10	ma	
104	**AHMED ACHTA SENE**	CEEAC	Expert DIHPSS	Gabon	+241 07 98 49 10	achta_sene@yahoo.fr	
105	**Jonas TAKODJOU**	CEEAC	Conseiller aux Infrastructures	Gabon	+241 07 75 01 99	jtakodjou@yahoo.fr	
106	**Chanane ISSAKA ACHEIK**	CEEAC	Conseiller	Gabon	+235 66 90 24 23	acheikchanane@yahoo.fr	
107	**Fiacre TONABA**	CEEAC	Service traduction	Gabon	+241 07 45 60 69	afyohn@yahoo.fr	
108	**Mariam ACHENE**	CEEAC	Correspondante décentralisée du MARAC	Tchad	+235 66 22 03 84		
109	**Narcisse ODOUA**	CEEAC	Webmaster	Gabon	+241	narcisse.odoua@gmail.com	
110	**Jean Claude MBASSI**	CEEAC	Documentaliste	Gabon		jcmbassi@ceeac.eccas.org	
111	**Maxime AKE**	CEEAC	Chef Protocole	Gabon	+241 07 53 10 45	maximake@yahoo.fr	
112	**Isabelle BOUKINDA NZAOU**	CEEAC	Chef de la Cellule genre	Gabon	+241 04 25 42 85	boukinda_isabelle@yahoo.fr	
113	**Daniel Pascal ELONO**	CEEAC	Chef de service MARAC	Gabon	+241 07 15 35 08	elonodanielpascal@hotmail.fr	
114	**Adolphe NAHAYO**	CEEAC	Représentant CEEAC à Bangui	RCA	+236 72 28 86 04	nahaado@gmail.com	

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
115	**Dr Pierre ATHOMO NDONG**	CEEAC	Chef unité électorale	Gabon	+241 06 26 10 56	pierre.athomo@yahoo.com	
116	**David Blaise OSSENE**	CEEAC	Expert Education	Gabon	+241 07 05 66 49	blaiseossene@yahoo.fr	
117	**Honoré TABUNA**	CEEAC	Expert	Gabon	+241 07 09 49 82	tabunahonore@yahoo.fr	
118	**Artur TORRES**	CEEAC	Traducteur	Gabon	+241 07 02 38 22	sousaponte01@yahoo.fr	
119	**Mathurin MBAIHINGABE**	CEEAC	RAF	Gabon	+235 66 26 28 95	mbaihingabe@yahoo.fr	
120	**Apollinaire Benny PEGNET**	CEEAC	Assistant SG/CEEAC	Gabon	+241 04 15 54 50	pegnet_99@yahoo.fr	
121	**Hugues MBOUGA**	CEEAC	Assistant	Gabon	+241 07 31 42 73	huguesrm@yahoo.fr	
122	**Monique TCHILOUMBOU BOUANGA**	CEEAC	Assistante	Gabon	+241 07 57 21 75 +241 06 08 35 20	monicafleur1@live.fr	
123	**Louis NGUANGUA**	CEEAC	Assistant	Gabon	+241 07 51 96 56	willom14@yahoo.fr	
124	**Raïssa Marcelle BINENI**	CEEAC	Assistante	Gabon	+241 07 51 46 46	bineni.ceeac@gmail.com	
125	**Stella IRIGO**	CEEAC	Assistante	Gabon	+241 07 53 82 96	stellairigo@yahoo.fr	
126	**Gloriose NZINAHORA**	CEEAC	Assistante	Gabon	+241 02 01 74 25	nzinahoraglory@yahoo.fr	
127	**Francisco SUMBO SEBASTIAO**	SC/CEEAC	Interprète	Gabon	+241 07 28 94 70	fsumbos@yahoo.fr	
128	**MOUSSINGA Paul Maxim**	SC/CEEAC	Interprète	Gabon	+241 07 92 45 79	nzela201@yahoo.fr	
129	**Julien MOUISSI**	SC/CEEAC	Interprète	Gabon	+241 04 80 99 64	julien.mouissi@gmail.com	
130	**Doloum II AHMED MAHAMAT**	SC/CEEAC	Interprète	Tchad	+235 62 38 25 75 +235 92 11 84 38	doloum2@yahoo.fr	
131	**YAMEOGO JEAN MARIE**	OMS	Expert	Tchad	+235 62 00 22 62	yameogoj@who.int	
132	**KI ZERBO GEORGES**	OMS/AFRO	Délégué	Congo	+241 04 84 14 65	kizerbog@who.int	
133	**NDAYIMIRIJE NESTOR**	OMS	Expert	Congo		ndayimirijen@who.int	

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
134	**TCHOUMAVI BORIS**	UNOCA	Conseiller Politique	Gabon	+241 05 53 29 29	tchoumavi@un.org	
135	**BATCHILY ABDOULAYE**	UNOCA	SRSG	Gabon	+241 05 53 29 29	tchoumavi@un.org	
136	**BENOIT KALASA**	UNFPA	Directeur Régional	Sénégal	+221 77 74 06 102	kalasa@unfpa.org	
137	**NDOH ONGUENE DOROTHE**	CNUDHD	NPO	Cameroun	+237 99 77 9194	DNDOONDOBO@OHCHR.ORG	
138	**AGBESSI AHWANOU**	CNUDHD	Directeur/représentant régional	Benin		AAGBESSI@OHCHR.ORG	
139	**BIDJOCKA JAN PIERRE**	GWP CAF	Président	Cameroun	+237 699828725	jpbidjock@gwpcaf.org	
140	**AMEDE FANGAA**	Présidence RCA	DG Protocole	RCA	+236 72 30 03 21	Fairganapala1@gmail.com	
141	**TABU ABADALLAH MANIKARIZA**	Ministère Finance	Ministre	Burundi		Ta.manirakiza@rinicas.gov.bi	
142	**YAOUBA ADBOULAYE**	MINEPAT	Ministre délégué	Cameroun		yaoubabdoulaye@yahoo.fr	
143	**FRANCOIS IBOVI**	Ministère de la Santé et de la Population	Ministre	Congo Brazzaville		ibovifranck@yahoo.fr	
144	**TOUSSAINT KONGO-DOUDOU**	Ministère des Affaires Etrangères	Ministre	Centrafrique		ikongodoudou@yahoo.fr	
145	**BOUNANDELE KOUMBA**	Ministère des Finances et Budget	Ministre	Centrafrique		bounadelekoumba@yahoo.fr	
146	**TITI PIERRE**	Ministère des Finances et du Budget	Ministre Délégué	Cameroun		titipierre@yahoo.fr	
147	**GEORGES REBELO PINTO CHIKOTI**	Ministères des Relations extérieures	Ministre	Angola			
148	**BAMOQUINA ZAU**	Ministère de l'Intérieur	Secrétaire d'Etat	Angola			
149	**GASPAR RUFINO**	Ministère de la Défense	Secrétaire d'Etat	Angola			

No.	Nom et Prénom	Organisations	Fonction	Pays	Téléphone	E-mail	Signature
150	**REDOUMRA KORDJE**	Ministère des Finances et du Budget	Ministre	Tchad	+235 95424242	bedoumrakordje@yahoo.fr	
151	**BOTELHO URBINO**	Minsitère des Relations Extérieures	Ambassadeur	RDC	+2399904006	urbinobothelo11@gmail.com	
152	**DISMAS MAGBENGU**	Ministère des Affaires Etrangères	Vice-Ministre	RDC			
153	**BONDOMBE ASSANGO**	Banque centrale	Vice-Gouverneur	RDC		julesbondombe@yahoo.fr	
154	**NKOY BAMBU**	Ministère des Affaires Etrangères	Secrétaire général	RDC			
155	**N'SOLA N'KOLO SYLVERE**	Ambassade RDC au Tchad	Chargé d'Affaires	RDC	+23991225252	denisnsola35@gmail.com	
156	**TSHOHA LETAMBA JEANNOT**	Ambassade RDC au Gabon	Ambassadeur	RDC	+243991111523		
157	**EMMANUEL ISSOZE NGONDET**	Ministère des Affaires Etrangères	Ministre	Gabon	+24101748763	issozengondet@yahoo.fr	
158	**MARCELLIN AGAYA**	Ministère du Budget	Ministre Délégué	Gabon	+24101795900	agayamarcellin@gmail.com	
159	**MARIE EDITH TASSYLA-DOUMBENENY**	Ministère des Affaires Etrangères	Conseiller Afrique	Gabon	+24107544754	tassylame@yahoo.fr	